



Message 2020-DAEC-21

31 mars 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour les études et acquisitions de terrain du réseau routier cantonal pour les années 2020 à 2025

Nous sollicitons l'octroi d'un crédit d'engagement de 10 000 000 francs pour les travaux de planification du réseau routier cantonal, des études des routes et ouvrages d'art et des acquisitions de terrain pour les années 2020 à 2025, en sus des projets qui ont déjà fait l'objet d'octroi de crédits d'études et d'acquisitions propres, tels les projets de sept routes de contournement, le projet de liaison Marly-Matran, le projet de la nouvelle route d'accès à l'HFR et de la modification de la jonction autoroutière Fribourg-sud/centre et du carrefour Belle-Croix, les études liées à la protection contre le bruit routier, les études liées à la mise en conformité

des arrêts de bus, les études concernant la couverture de la N12 et le développement urbain dans le secteur de Chamblieux-Bertigny.

Outre les études routières proprement dites, on entend par études les études d'intégration architecturales et urbanistiques, les études d'impact sur l'environnement, les études géologiques, géotechniques, archéologiques, ainsi que les études particulières de circulation, les expertises et les études préliminaires de nouveaux projets à plus long terme.

Le présent message accompagnant le projet de décret s'articule comme suit:

1. Crédit d'études précédent	1
2. Crédit d'études demandé	2
3. Montant du crédit demandé	3
4. Autres aspects	4
5. Conclusion	4

1. Crédit d'études précédent

Trois crédits d'engagement de même nature ont été adoptés par le Grand Conseil en 1998, 2006 et 2013.

L'affectation du montant et l'état du 3^e crédit d'études de 11 850 000 francs adopté le 14 novembre 2013 par le Grand Conseil sur la base du message 2013-DAEC-15 du 17 septembre 2013 sont présentés en annexe. Au 31 décembre 2019, un solde de 70 941 francs n'est pas encore affecté aux études et acquisitions d'un projet (voir annexe).

Toutes les études et acquisitions réalisées ont fait l'objet d'un appel d'offres dans le cadre légal des marchés publics et ont été adjudgées selon les règles de compétences financières de l'Etat. Les dépenses sont intégrées dans les budgets et comptes de la position 5010.xxx du centre de charge n° 3815 (investissements).

Les études permettent de développer le projet jusqu'à son approbation, après la mise à l'enquête publique. Sur la base des principales offres d'entreprises, le montant des travaux est déterminé. En fonction du montant à charge de l'Etat, le crédit pour les travaux est octroyé par le Conseil d'Etat ou le Grand Conseil (dès que le montant à charge de l'Etat dépasse le 1/3 du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat).

Sur la base de l'annexe, on peut relever les études et acquisitions menées grâce au crédit du 14 novembre 2013 et qui ont permis de proposer un décret au Grand Conseil ou un arrêté du Conseil d'Etat:

Objet de l'étude financée par le crédit du 14.11.2013	Commune	Crédit d'engagement subséquent pour les travaux	Montant du décret ou de l'arrêté à charge de l'Etat
Réaménagement de la route cantonale entre Riederberg et Bösingen	Bösingen	Décret du Grand Conseil du 25 juin 2018	10 050 000
Pont Tiguellet, suppression du passage à niveau	Givisiez	Décret du Grand Conseil du 8 septembre 2016	17 030 000
Glissement du secteur March	Plasselb	Arrêté du Conseil d'Etat du 31 octobre 2016	400 000
Adaptation de la jonction Fribourg-Sud/Centre et nouvelle route d'accès à l'HFR-Bertigny, avec OFROU, aménagement du carrefour Belle-Croix.	Villars-sur-Glâne	Décret du Grand Conseil du 3 février 2016 pour les études et acquisitions complémentaires	11 537 800
Pont de Pérolles-Grangettes: aménagement voie bus	Marly	Arrêté du Conseil d'Etat du 30 octobre 2018	3 142 000
Déplacement de la route cantonale dans le cadre des travaux de déplacement de la gare tpf	Châtel-Saint-Denis	Décret du Grand Conseil du 20 juin 2017	14 350 000
Projet de couverture de l'autoroute N12 à Chamblieux-Bertigny et mandat d'études parallèles Chamblieux-Bertigny, en lien avec couverture N12	Fribourg/Givisiez/Granges-Paccot	Décret du Grand Conseil du 23 mai 2019	4 125 000

Le montant de 11 850 000 francs, dont environ 3 millions pour les acquisitions préalables, a été engagé en 6 ans, soit une moyenne de 2 millions par années.

2. Crédit d'études demandé

Le crédit d'engagement général demandé par le présent message et décret porte sur les études et acquisitions pour les années 2020 à 2025.

Tous les marchés découlant du présent crédit seront passés dans le respect du cadre légal des marchés publics et selon les règles de compétences financières de l'Etat, dans le cadre des budgets d'investissement annuels impartis.

Lorsque les études ou les acquisitions se situent sur une route principale suisse subventionnée RPS, le financement est assuré par le fonds Routes principales suisses (RPS) (voir point 2.5.2 du message n° 56 du Conseil d'Etat au Grand Conseil du 23 avril 2013 accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel pour les études et les travaux de la traversée de Jaun).

2.1. Acquisitions de terrains

Dans une vision à long terme du développement routier cantonal (arrêts de bus, aménagements cyclables ou de carrefours, bassin de rétention des eaux, futures routes), l'Etat se doit de saisir certaines opportunités d'acquisition de terrains ou d'immeubles bordiers de la route cantonale.

Lorsqu'un remaniement parcellaire est réalisé dans un secteur où l'Etat peut prévoir à long terme la réalisation d'une nouvelle infrastructure routière, alors l'Etat participe, en tant que propriétaire foncier, au remaniement parcellaire, ce qui représente un engagement financier.

2.2. Nature des études

Les études servent à développer les projets jusqu'à un stade de maturité suffisant pour présenter une demande de crédit d'engagement pour leur réalisation.

Les études sont de diverses natures:

2.2.1. En lien avec la sécurité routière

Les études découlant de l'obligation légale fédérale en matière de sécurité routière Via Sicura (art. 6a de la loi fédérale sur la circulation routière, entrée en force le 1^{er} juillet 2013) qui impose un renforcement de la sécurité de l'infrastructure routière, permettront d'améliorer encore la qualité du réseau routier cantonal.

2.2.2. En lien avec de nouveaux aménagements cyclables

Les nouveaux aménagements cyclables le long des routes cantonales, et notamment les pistes cyclables en site propre, nécessitent souvent des études parfois complexes. Au-delà des aspects fonciers et des procédures d'approbation des plans et d'adjudication des travaux, les questions d'évacuation des eaux, de protection du paysage, de coordination de réfection de l'infrastructure existante, de garantie d'accès latéraux, de protection contre le bruit, etc. nécessitent des études. La priorisation des études est effectuée sur la base du plan sectoriel «vélo» adopté par le Conseil d'Etat en décembre 2018, en fonction du potentiel de transfert modal notamment.

2.2.3. En lien avec les projets éditaires (communaux), de traversée de localité (Valtraloc) et des projets d'agglomération

Lorsqu'une commune mène un projet de valorisation de la traversée de sa localité par la route cantonale (Valtraloc) ou tout autre projet éditaire, l'Etat réalise également, par souci de coordination des travaux et si nécessaire, une adaptation de l'infrastructure, ce qui implique des études. Les études en lien avec les voies réservées aux bus des compagnies de transport public situées en agglomération sont également prises en charge par l'Etat. La priorisation et le calendrier des études de projets éditaires sont dictés par les communes et, le cas échéant, sont fixés dans l'accord sur les prestations des projets d'agglomération.

2.2.4. En lien avec la protection contre le bruit routier

Les études de protection contre le bruit routier doivent souvent être complétées par des études de modification de l'infrastructure routière, études dont les montants ne peuvent être imputés à la protection contre le bruit (dont les montants sont prélevés sur les crédits spécifiques déjà adoptés par le Grand Conseil en 2008, 2011 et 2015). On peut citer comme exemple la modification d'une canalisation nécessitée par l'implantation d'une paroi antibruit ou le changement de la fondation d'une chaussée existante sur laquelle il est prévu de poser un revêtement phonoabsorbant. Les priorités sont fixées par le cadastre du bruit (voir message 2019-DAEC-158 du Conseil d'Etat au Grand Conseil du 16 décembre 2019 accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour l'assainissement des routes cantonales contre le bruit (2019-2022)).

2.2.5. En lien avec l'assainissement des ouvrages d'art

Les ouvrages d'art et en particulier les ponts routiers sont des éléments déterminants du réseau routier cantonal. L'étude de leur assainissement nécessite des compétences techniques et scientifiques particulières. Les priorités sont fixées selon le programme de suivi des ouvrages d'art.

2.2.6. En lien avec les dangers naturels

Selon l'article 104 LR, lorsque la modification naturelle du terrain avoisinant menace l'intégrité de la route ou crée un danger pour le trafic, le propriétaire de la route est tenu de prendre à ses frais les mesures de sécurité nécessaires. Les études ont pour but de définir la méthode de stabilisation et de deviser les travaux nécessaires. Les priorités sont fixées selon les observations et parfois les événements.

2.2.7. En lien avec le besoin de réaménagement de tronçons existants

Certains tronçons routiers existants nécessitent un réaménagement en profondeur, que ce soit pour des raisons sécuritaires, de gabarits ou tracés devenus inadaptés au vu de l'évolution de la charge de trafic.

2.2.8. En lien avec la protection de l'environnement

La législation fédérale et les normes nationales fixent le cadre et les conditions de la limitation des impacts environnementaux des infrastructures routières et du trafic, que ce soit en matière de zones de protection des eaux souterraines, de protection contre les accidents majeurs (OPAM), ou d'évacuation des eaux de chaussées (conditions de restitution des eaux à l'exutoire naturel, infiltration, rétention, protection de la nappe phréatique, traitement des eaux, etc.). Parfois, les mesures à entreprendre impliquent les communes ou des tiers (évacuation des eaux de chaussées communales et cantonales). La protection des usagers de la route mais aussi de la faune amène le Service des ponts et chaussées à réaliser des aménagements adaptés aux différentes situations: avertisseur sonore pour alerter la faune de l'arrivée d'un véhicule, signalisation à l'attention du conducteur de la présence de la faune à proximité de la chaussée, passage à faune par-dessus ou par-dessous la route.

3. Montant du crédit demandé

Bien qu'il soit difficile de prévoir avec exactitude les montants nécessaires ces cinq prochaines années, le montant du crédit sollicité est basé sur la répartition suivante:

	Fr.
Acquisitions de terrain	2 000 000
Etudes liées à la sécurité routière	400 000
Etudes liées aux nouveaux aménagements cyclables	1 500 000
Etudes liées aux traversées de localités	1 500 000
Etudes liées aux aménagements de la protection contre le bruit routier	1 000 000
Etudes liées à l'assainissement des ouvrages d'art	1 000 000
Etudes liées aux dangers naturels	1 000 000
Etudes liées aux réaménagements de tronçons existants	600 000
Etudes liées à la protection de l'environnement	1 000 000
Total TTC (TVA: 7,7%)	10 000 000

Ce montant s'inscrit dans le plan financier 2020-2023.

4. Autres aspects

Le décret proposé respecte la répartition des charges en matière routière entre le canton et les communes.

Il n'a pas d'influence sur l'effectif du personnel de l'Etat et n'est pas concerné par les questions d'eurocompatibilité.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret doit, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (montant plus élevé que ¼% des dépenses de l'Etat), être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil (majorité qualifiée de 56 voix) et non à la majorité des membres présents (art. 140 de la même loi).

Compte tenu du montant de la dépense (plus grand que ¼% des dépenses de l'Etat), le projet de décret est soumis au referendum financier facultatif.

5. Conclusion

Nous vous invitons à confirmer la responsabilité de l'Etat dans son rôle de garantie de la mobilité et de la sécurité sur son réseau routier, dans le respect de l'environnement, en acceptant le présent décret.

Annexe

—
Liste des études et acquisitions réalisées par le biais du crédit
du 14 novembre 2013



Botschaft 2020-DAEC-21

31. März 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit zur Finanzierung von Studien und Landkäufen für die Kantonsstrassen in den Jahren 2020–2025

Wir ersuchen Sie um die Gewährung eines Verpflichtungskredits von 10 000 000 Franken, um die Planungsarbeiten für das Kantonsstrassennetz, die Studien für Strassen und Kunstbauten sowie den Erwerb der nötigen Grundstücke in den Jahren 2020 bis 2025 fortsetzen zu können – in Ergänzung zu den Projekten, für die bereits ein spezifischer Verpflichtungskredit zur Finanzierung von Studien und Landkäufen gesprochen wurde (sieben Umfahrungsstrassen, neue Strassenverbindung Marly–Matran, neue Zufahrtsstrasse Bertigny/HFR sowie Änderung des Autobahnanschlusses Freiburg-Süd/Zentrum und Anpassung der Kreuzung Belle-Croix, Studien für die Strassenlärmsanierung, Studien für die

Anpassung der Bushaltestellen an die Vorgaben des BehiG, Studien für die Überdeckung des Autobahnabschnitts der N12 und die städtebauliche Entwicklung im Sektor Chamblieux–Bertigny).

Neben den eigentlichen Strassenprojektierungen deckt dieser Kredit die Studien zur architektonischen und städtebaulichen Integration, die Umweltverträglichkeitsberichte, die geologischen, geotechnischen und archäologischen Studien sowie die Verkehrsstudien, die Expertisen und Vorstudien bei neuen, längerfristigen Projekten.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Vorangegangene Studienkredite	5
2. Gegenstand des Kredits	6
3. Höhe des beantragten Kredits	7
4. Andere Folgen	8
5. Schlussfolgerung	8

1. Vorangegangene Studienkredite

Der Grosse Rat verabschiedete bereits 1998, 2006 und 2013 einen Verpflichtungskredit für Studien und Landkäufe für die Kantonsstrassen.

Nutzung und Stand des Verpflichtungskredits von 11 850 000 Franken, den der Grosse Rat am 14. November 2013 gestützt auf die Botschaft 2013-DAEC-15 vom 17. September 2013 angenommen hatte, sind im Anhang abgebildet. Am 31. Dezember 2019 betrug der noch frei verfügbare Saldo dieses Kredits 70 941 Franken (siehe Anhang).

Alle Studien und Landerwerbe wurden gemäss Gesetzgebung des öffentlichen Beschaffungswesens ausgeschrieben und von der zuständigen Behörde des Staats (von der Höhe des Betrags abhängig) vergeben. Die Ausgaben wurden in den Voranschlägen und Jahresrechnungen unter der Posi-

tion 5010.xxx (Investitionen) der Kostenstelle 3815 (Kantonsstrassen-Ausbau) erfasst.

Gestützt auf die Studien werden die Projekte nach der öffentlichen Ausschreibung bis zu deren Genehmigung weiterentwickelt. Die Kosten der Bauarbeiten werden aufgrund der Hauptofferten ermittelt und die entsprechenden Kredite müssen vom Staatsrat oder – wenn der Kredit $\frac{1}{8}$ der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung übersteigt – vom Grossen Rat genehmigt werden.

Die nachfolgende Tabelle gibt einen Überblick über die Studien und Landerwerbe, die dank des Kredits vom 14. November 2013 verwirklicht werden konnten und in der Folge Gegenstand eines Dekrets des Grossen Rats oder eines Staatsratsbeschlusses waren (siehe auch Anhang):

Gegenstand der Studie, die über den Kredit vom 14.11.2013 finanziert wurde	Gemeinde	Anschliessender Verpflichtungskredit für die Bauarbeiten	Betrag des Dekrets oder Beschlusses zulasten des Staats
Ausbau der Kantonsstrasse Riederberg–Bösingen	Bösingen	Dekret des Grossen Rats vom 25. Juni 2018	10 050 000
Tiguellet-Brücke, Aufhebung des Bahnübergangs	Givisiez	Dekret des Grossen Rats vom 8. September 2016	17 030 000
Erdrutsch im Sektor March	Plasselb	Staatsratsbeschluss vom 31. Oktober 2016	400 000
Änderung des Autobahnanschlusses Freiburg-Süd/Zentrum und neue Zufahrtsstrasse Bertigny/HFR sowie, zusammen mit dem ASTRA, Anpassung der Kreuzung Belle-Croix	Villars-sur-Glâne	Dekret des Grossen Rats vom 3. Februar 2016 für ergänzende Studien und Landerwerbe	11 537 800
Pérolles-Brücke–Grangettes: Bau einer Busspur	Marly	Staatsratsbeschluss vom 30. Oktober 2018	3 142 000
Versetzung der Kantonsstrasse im Zusammenhang mit der Versetzung des Bahnhofs der TPF	Châtel-Saint-Denis	Dekret des Grossen Rats vom 20. Juni 2017	14 350 000
Projekt für die Überdeckung der N12 auf dem Abschnitt Chamblieux–Bertigny und Studienauftrag Chamblieux–Bertigny im Zusammenhang mit der Überdeckung der N12	Freiburg/Givisiez/Granges-Paccot	Dekret des Grossen Rats vom 23. Mai 2019	4 125 000

Die 11 850 000 Franken, davon rund 3 Millionen Franken für vorgängige Landkäufe, wurden über 6 Jahre genutzt, was ein Durchschnitt von rund 2 Millionen Franken pro Jahr ergibt.

2. Gegenstand des Kredits

Der hier behandelte allgemeine Verpflichtungskredit hat die Studien und Landerwerbe für die Jahre 2020 bis 2025 zum Gegenstand.

Diese Studien und Landerwerbe werden gemäss Gesetzgebung des öffentlichen Beschaffungswesens ausgeschrieben und im Rahmen der jährlichen Investitionsbudgets von der Behörde des Staats, die aufgrund der Höhe des betroffenen Betrags zuständig ist, vergeben werden.

Wann immer eine Studie oder ein Landerwerb eine vom SHS-Fonds subventionierte Schweizer Hauptstrasse betrifft, erfolgt die Finanzierung über diesen Fonds (s. Punkt 2.5.2 der Botschaft Nr. 56 vom 23. April 2013 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit zur Finanzierung der Studien und Bauarbeiten für die Ortsdurchfahrt von Jaun).

2.1. Landkäufe

Um langfristig die Entwicklung des kantonalen Strassennetzes sicherzustellen (Bushaltestellen, Fahrradwege und -streifen, Knoten, Rückhaltebecken, neue Strassen), muss der Staat zugreifen, wenn sich entlang einer Kantonsstrasse eine Gelegenheit für den Erwerb von Grundstücken oder Gebäuden ergibt.

Wird eine Landumlegung in einem Sektor vorgenommen, in welchem der Staat langfristig die Verwirklichung einer Stras-

seninfrastruktur in Betracht zieht, beteiligt sich der Staat als Grundeigentümer finanziell an der Landumlegung.

2.2. Studien

Die Studien dienen dazu, Projekte bis zu einem Reifegrad auszuarbeiten, der für die Unterbreitung eines Verpflichtungskreditbegehrens zur Verwirklichung des Projekts ausreicht.

Die Studien können in folgende Kategorien eingeteilt werden:

2.2.1. Studien für die Verkehrssicherheit

Diese Studien sind die Folge der Vorgaben des Bundes im Bereich der Sicherheit der Strasseninfrastruktur (Art. 6a Strassenverkehrsgesetz des Bundes, der seit dem 1. Juli 2013 in Kraft ist). Das Verkehrssicherheitsprogramm «Via sicura» sieht unter anderem die Sanierung von Unfallschwerpunkten und Gefahrenstellen und Überprüfung der Strassenbauprojekte auf allfällige Verkehrssicherheitsdefizite vor, was die Qualität des kantonalen Strassennetzes weiter verbessern wird.

2.2.2. Studien für neue Fahrradinfrastrukturen

Für die Einrichtung neuer Radwege und -streifen entlang der Kantonsstrassen sind nicht selten komplexe Studien erforderlich. So müssen neben den Fragen zum Grundbesitz, dem Plan genehmigungsverfahren und dem Zuschlag der Arbeiten auch die Abwasserbeseitigung, der Landschaftsschutz, die Koordination mit der Sanierung der bestehenden Infrastrukturen, die Gewährleistung der seitlichen Zufahrten, der Lärmschutz usw. analysiert werden. Die Prioritätenordnung wird auf der Grundlage des Sachplans Velo, den der Staatsrat im Dezember 2018 verabschiedet hat, bestimmt, wobei insbesondere dem Verkehrsverlagerungspotenzial Rechnung getragen wird.

2.2.3. Studien für (kommunale) städtebauliche Arbeiten, Ortsdurchfahrten (Valtraloc) und Agglomerationsprojekte

Führt eine Gemeinde ein Projekt zur Aufwertung der Ortsdurchfahrt auf einer Kantonsstrasse (Valtraloc-Projekt) oder ein anderes städtebauliches Projekt durch, nutzt der Staat bei Bedarf die Gelegenheit, um gleichzeitig Anpassungen an den Infrastrukturen durchzuführen, wofür Studien nötig sind. Auch die Studien für Busspuren in der Agglomeration werden vom Staat bezahlt. Die Prioritäten und der Zeitplan der Studien für städtebauliche Projekte werden von den Gemeinden festgelegt und gegebenenfalls in der Leistungsvereinbarung zum Agglomerationsprogramm festgehalten.

2.2.4. Studien für den Strassenlärmschutz

Die Strassenlärmschutzstudien (für die der Grosse Rat 2008, 2011 und 2015 Kredite sprach) müssen oft durch Studien für die Anpassung der Strasseninfrastruktur ergänzt werden. Diese können jedoch nicht dem Lärmschutz belastet werden. Beispiele wären die Kanalisation, die wegen einer neuen Lärmschutzwand anzupassen ist, oder der Unterbau einer bestehenden Fahrbahn, der für den Einbau eines neuen lärmarmen Strassenbelags hergerichtet werden muss. Die Prioritäten sind vom Lärmbelastungskataster vorgegeben (s. Botenschaft 2019-DAEC-158 vom 16. Dezember 2019 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für Lärmsanierungen bei Kantonsstrassen 2019–2022).

2.2.5. Studien für die Sanierung von Kunstbauten

Die Kunstbauten und insbesondere die Strassenbrücken haben eine grosse Bedeutung für das Kantonsstrassennetz. Studien für deren Sanierung erfordern besondere technische und wissenschaftliche Kenntnisse. Die Prioritäten sind im Programm für die Kontrolle der Kunstbauten festgelegt.

2.2.6. Studien im Zusammenhang mit Naturgefahren

Wird durch eine natürliche Veränderung des benachbarten Grundes der Bestand der Strasse bedroht oder der Verkehr gefährdet, so ist der Strasseneigentümer nach Artikel 104 des Strassengesetzes (StrG) gehalten, die notwendigen Sicherheitsmassnahmen auf eigene Kosten zu treffen. Die Studien dienen dazu, die Sicherheitsmassnahmen zu bestimmen und einen Kostenvoranschlag für die notwendigen Arbeiten zu erstellen. Die Prioritäten werden gestützt auf die Beobachtungen vor Ort und manchmal auch aufgrund der Ereignisse definiert.

2.2.7. Studien für den Ausbau bestehender Strassenabschnitte

Gewisse bestehende Strassenabschnitte müssen tief greifend ausgebaut werden, sei es aus Gründen der Sicherheit oder weil die Profile bzw. die Streckenführung nicht mehr an das Verkehrsaufkommen angepasst sind.

2.2.8. Studien im Zusammenhang mit dem Umweltschutz

Die Bundesgesetzgebung und die nationalen Normen legen den Rahmen und die Bedingungen für die Verringerung der Umweltauswirkungen der Strasseninfrastrukturen und des Verkehrs fest. Dies gilt insbesondere für die Grundwasserschutzzonen, den Schutz vor Störfällen (StFV) und die Strassenentwässerung (Bedingungen für die Einleitung der Abwässer in natürliche Vorfluter, Infiltration, Grundwasserschutz, Abwasserbehandlung usw.). In gewissen Fällen betreffen die Massnahmen auch die Gemeinde oder Dritte (Abwasserbeseitigung bei Gemeinde- und Kantonsstrassen). Um den Schutz der Verkehrsteilnehmenden, aber auch der Wildtiere zu gewährleisten, verwirklicht das Tiefbauamt verschiedene, der Situation angepasste Einrichtungen: akustische Warnung der Wildtiere vor der Ankunft eines Fahrzeugs, Signalisierung der Anwesenheit von Wildtieren in der Nähe der Fahrbahn für die Fahrzeuglenkerinnen und -lenker, Wildtierpassagen zur Über- oder Unterquerung der Fahrbahn).

3. Höhe des beantragten Kredits

Zwar ist es schwierig, die in den kommenden fünf Jahren benötigten Mittel genau zu bestimmen, doch wurde die Höhe des beantragten Kredits auf der Grundlage der nachfolgenden Posten errechnet.

	Fr.
Landkäufe	2 000 000
Studien für die Verkehrssicherheit	400 000
Studien für neue Fahrradinfrastrukturen	1 500 000
Studien für Ortsdurchfahrten	1 500 000
Studien für Strassenlärmschutz	1 000 000
Studien für die Sanierung von Kunstbauten	1 000 000
Studien im Zusammenhang mit Naturgefahren	1 000 000
Studien für den Ausbau bestehender Strassenabschnitte	600 000
Studien für den Umweltschutz	1 000 000
Total inkl. MWST von 7,7%	10 000 000

Dieser Betrag wird im Finanzplan 2020–2023 eingetragen.

4. Andere Folgen

Das vorgeschlagene Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden im Bereich der Strassen.

Es hat keinen Einfluss auf den Personalbestand des Staats und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen.

Aufgrund der Höhe der Ausgaben (mehr als $\frac{1}{8}\%$ der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung) ist für dieses Dekret laut Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG) das qualifizierte Mehr erforderlich. Es muss mit anderen Worten von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates (56 Mitglieder, siehe Art. 140 GRG) und nicht bloss von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen (einfaches Mehr) angenommen werden.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum (mehr als $\frac{1}{4}\%$ der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung).

5. Schlussfolgerung

Wir beantragen Ihnen, den Dekretsentwurf anzunehmen, damit der Staat unter Berücksichtigung der Umwelt die Mobilität von Personen und Waren sowie die Sicherheit auf seinem Strassennetz auch in Zukunft gewährleisten kann.

Anhang

—
Liste der im Rahmen des Kredits vom 14. November 2013
verwirklichten Studien und Landkäufe (nur auf Französisch)

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
pour les études et acquisitions de terrain du
réseau routier cantonal pour les années 2020 à 2025**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 15 décembre 1967 sur les routes (LR);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2020-DAEC-21 du Conseil d'Etat du 31 mars 2020;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement de 10 000 000 de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue d'assurer le financement des études et acquisitions de terrain du réseau routier cantonal pour les années 2020 à 2025.

**Dekret über einen Verpflichtungskredit
zur Finanzierung von Studien und Landkäufen für
die Kantonsstrassen in den Jahren 2020–2025**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (StrG);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DAEC-21 des Staatsrats vom 31. März 2020;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Zur Finanzierung von Studien und Landkäufen für die Kantonsstrassen in den Jahren 2020–2025 wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 10 000 000 Franken eröffnet.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires aux études et aux travaux seront portés au budget d'investissement des routes cantonales, sous le centre de charges PCAM, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Les disponibilités financières de l'Etat sont réservées.

Art. 3

¹ Le montant du crédit d'engagement sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice suisse des prix de la construction (indice de construction total) pour l'Espace Mittelland, édité par l'Office fédéral de la statistique, survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

Art. 4

¹ Les dépenses relatives aux études et aux travaux prévus seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.
Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

¹ Die Zahlungskredite für die Studien und Arbeiten werden unter der Kostenstelle PCAM in den Investitionsvoranschlag für das Kantonsstrassennetz aufgenommen und gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

² Die verfügbaren Mittel des Staates bleiben vorbehalten.

Art. 3

¹ Der Verpflichtungskredit wird erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des vom Bundesamt für Statistik publizierten schweizerischen Baupreisindex (Index Baugewerbe Total) für den Espace Mittelland, die zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte stattfindet;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

Art. 4

¹ Die Ausgaben für die geplanten Studien und Bauarbeiten werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 FHG beschrieben.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.
Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.